La Suisse et le développement du tiers monde : solidarité ou rentabilité

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1973)**

Heft 228

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1027698

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Solidarité ou rentabilité

En 1971, le montant total des capitaux privés suisses investis dans le tiers monde s'est élevé à 836,9 millions de francs (1970 : 435,5), soit 361,8 millions de crédits à l'exportation (1970 : 96,0), 270,1 millions d'investissements directs (1970 : 238,9) et 250 millions d'emprunts contractés par des pays en voie de développement sur le marché suisse des capitaux (1970 : 100,6).

Les arguments des industriels

Des chiffres impressionnants, au moins en regard de l'aide publique suisse qui culmine, en 1971, à quelque 113 millions (coopération au développement et crédits : 82,0 — aide alimentaire et humanitaire : 34,9), en regard aussi des prestations des œuvres d'entraide privées qui atteignent, toujours pour l'an dernier, 58,3 millions.
L'« ampleur » des investissements directs est soulignée périodiquement par les milieux industriels qui font largement état des retombées bénéfiques de ces placements : amélioration de la balance des paiements des pays en voie de développement, transfert efficace de la technologie moderne, naissance d'une main-d'œuvre locale et réduction du chômage. Ce n'est pas l'avis d'un groupe d'assistants de l'Université de Saint-Gall pour les sciences économiques et sociales qui a étudié la question (à paraître aux éditions Schultess Polygraphischer Verlag, de R. Büchi et K. Matter, « Schweiz - Dritte Welt. Solidarität oder Rentabilität », Zurich 1973).

Contestation brutale

La mise en question des thèses officielles par les universitaires saint-gallois est pour le moins brutale. Voici un certain nombre des thèses qu'ils développent et qui méritent d'autant plus d'attention que l'Université de Saint-Gall n'est pas particulièrement réputée pour ses prises de position contre l'establishment économique et financier :
A. Un flux de capitaux suisses vers le tiers monde ? Il est en réalité bien moindre que ne l'indiquent les statistiques : celles-ci comprennent au chapitre des investissements directs les bénéfices réinvestis sur place d'une part, tandis que, d'autre part, les bénéfices transférés en Suisse sont le plus souvent passés sous silence. Des calculs, même prudents, permettent de conclure que la somme des capitaux provenant du tiers monde et rentrant en Suisse dépasse celle qui sort de Suisse en direction du tiers monde.

L'impuissance des filiales

B. Aide à l'exportation des produits du tiers monde par le soutien de leur production ? En fait, la grande majorité des firmes étrangères « fabrique des biens dont la grande masse de la population des pays en voie de développement n'a pas encore besoin ». D'autre part, « les filiales implantées dans le tiers monde ne peuvent exporter que de façon limitée, pour ne pas concurrencer la maison mère sur le marché mondial ».

Concurrence mortelle

C. Création de nouveaux postes de travail et formation d'une main-d'œuvre locale ? Parlons plutôt d'une concurrence mortelle à l'artisanat local ! « La plupart des investissements étrangers s'appliquent à des méthodes de production qui nécessitent beaucoup de capitaux, mais relativement peu de main-d'œuvre (importation d'une technologie propre aux pays industrialisés où la main-d'œuvre est très chère).
D. Aide au développement et à l'épanouissement social des pays du tiers monde ? Outre que les capitaux vont de préférence à des pays dont les dirigeants sont connus plutôt pour leurs capacités de maintien de l'ordre que pour leur ambition de participer à une meilleure répartition des richesses, les investissements en question contribuent à creuser le fossé entre riches (qui reçoivent les crédits de préférence) et pauvres, entre les villes (déjà souvent tentaculaires dans ces régions) et les campagnes (déjà désertées).

Télévision : un manque certain d'agressivité

Le schéma est devenu quasi traditionnel : prenez une personnalité et offrez-lui une bonne heure d'antenne ; à chaque fois ou presque, du moins lorsqu'il s'agit d'un personnage officiel, c'est un monologue ronronnant, entrecoupé de questions anodines. Un somnifère inoffensif.
Renaud Barde, le représentant du patronat genevois, celui que certains appellent le huitième conseiller d'Etat du canton, n'a pas failli à cette tradition. Le sourire assuré et tranquille, il nous a déballé son discours sur le patron idéal, le bon ouvrier, les commissions d'experts où l'on détermine avec sagesse l'intérêt général.
Il y eut pourtant un grincement. Lorsque l'invité se permit d'accuser la TV : elle donnerait une image peu favorable du patronat, qui d'ailleurs n'aurait guère l'occasion de s'exprimer devant les caméras. Les deux journalistes réagirent sèchement avec des exemples précis : en fait, ce sont les patrons suisses qui se dérobent aux invitations de la Télévision.
Il fallut donc attendre que les gens de la maison se sentent pris à partie pour les voir réagir. L'agressivité est une vertu trop rare à la Télévision romande.